

Sibeth Ndiaye veut des statistiques ethniques (mais pas pour savoir qui peuple nos prisons)

écrit par François des Groux | 14 juin 2020



Les Français n'ont jamais été consultés sur l'immigration. Pas de vote "pour ou contre", pas de référendum "stop ou encore".

Et personne n'est foutu de nous dire combien de migrants "sans-papiers" entrent sur notre territoire chaque année puisque les données de l'INSEE ne prennent pas en compte l'immigration illégale, par définition difficilement mesurable ([Le Figaro](#)).

De plus, l'INSEE ne comptabilise pas les petits-enfants d'immigrés alors que nombre d'entre eux, à la troisième voire la quatrième génération, rejettent toujours la France et les Français "de souche", leur culture, la République et ses valeurs.

Ils paraît qu' "on" les a fait venir pour reconstruire la France d'après-guerre ou alors pour occuper des postes boudés par les Français (éboueur, balayeur, ramasseur de fraises...). Mais, encore une fois, on n'a jamais demandé aux habitants de ce pays ce qu'ils en pensaient : par exemple, si c'était une bonne idée d'accueillir, après la guerre d'Algérie, les anciens du FLN ou bien, désormais, les peuplades les plus arriérées et fanatisées du monde (Afghans, Érythréens, Somaliens, Soudanais...)

Résultat : plus la France, contre son gré, accueille d'immigrés et plus elle doit faire face à leurs exigences communautaristes et victimaires. Et c'est sans fin : plus ils sont nombreux, moins ils s'intègrent et plus ils exigent.

Le tout avec la bénédiction de la gauche (LREM, PS, Verts) et de l'extrême-gauche (LFI, PC) voire de la droite molle (Modem, Juppé...) ainsi que des médias et du monde du spectacle.

Les manifestations demandant "justice" pour un délinquant du clan (gang ?) [Traoré](#) représentent le dernier avatar de cette invasion migratoire et de cette France se désagrégant en se "racisant".



Photo : AFP



Photos : AFP

Contre cette France “en partition”, certains de notre camp proposent la “remigration”. En face, [Sibeth Ndiaye](#), la

porte-parole gaffeuse du gouvernement, propose de relancer le débat sur les statistiques ethniques.

Pas pour savoir qui agresse, vole, viole ou peuple nos prisons. Non, pour «*revenir avec force aux outils de lutte contre les discriminations raciales*» afin de «*nous reposer la question de la représentativité des personnes de couleur dans la vie publique, politique, économique et culturelle de notre pays*».

De son côté, le ministre de la ville, [Julien Denormandie](#) annonce le renforcement de la politique gouvernementale contre les “discriminations” avec moult *testing, name and shame* et autres pratiques venues tout droit des Etats-Unis.

Pour renforcer la discrimination positive ? Instaurer des quotas de Noirs, de Gris ou de [Jaunes devant marron derrière](#) dans les entreprises, l’agriculture, le théâtre, l’hôpital, la police ou l’armée ?

Des statistiques ethniques à sens unique, non stigmatisantes et non discriminatoires en quelque sorte...

Vilipendé pour son [discours de Dakar](#) (dont est originaire Sibeth Ndiaye), Nicolas Sarkozy aurait dû déclarer que “*l’homme africain n’est pas assez entré dans l’Histoire... de France*”.

Sibeth Ndiaye veut rouvrir le débat sur les statistiques ethniques

[...]

La France, à l’inverse des pays anglo-saxons, a interdit les politiques ciblées, les quotas ou les statistiques ethniques pour traiter tous les citoyens à égalité.

Alors que de nouvelles manifestations contre les violences policières et le racisme sont organisées samedi, la porte-parole interroge: « *Pourquoi ne pas poser de manière apaisée et constructive le débat autour des statistiques ethniques ?* »

Représentativité

Sibeth Ndiaye estime qu'il faut ainsi « *nous reposer la question de la représentativité des personnes de couleur dans la vie publique, politique, économique et culturelle de notre pays* ».

Selon la porte-parole du gouvernement, « *nous devons revenir avec force aux outils de lutte contre les discriminations raciales sans les confondre avec les moyens de lutter contre la discrimination sociale* »...

Durant sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'était plutôt dit « *favorable de manière pragmatique à multiplier le testing, la réponse pénale, et le 'name and shame'* » (nommer et blâmer) pour les entreprises pratiquant la discrimination à l'embauche.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/sibeth-ndiaye-veut-rouvrir-le-debat-sur-les-statistiques-ethniques-20200613>

.



Dans cette France odieusement raciste, il s'est heureusement trouvé un Blanc ayant accepté d'épouser Sibeth et de lui faire 3 enfants : Youmali, Ingissaly et Djimane (source : [Public](#))

Discrimination à l'emploi: Julien Denormandie annonce de nouveaux testings

EGALITE. Julien Denormandie annonce également l'arrivée prochaine d'un décret obligeant « toutes les agences immobilières et les associations professionnelles à suivre une formation de lutte contre les discriminations »



[...]

« Il faut lutter contre les discriminations au quotidien », dit le ministre, en citant notamment de premiers testings organisés par le gouvernement qui avaient permis « d'[épingler sept entreprises](#) sur les quarante testées ».

Obliger les agences immobilières à se former contre les discriminations

Le testing consiste à envoyer pour la même offre d'emploi deux CV identiques avec comme uniques différences l'origine du candidat et/ou une adresse dans un quartier populaire. Julien Denormandie annonce également l'arrivée prochaine d'un décret obligeant « toutes les agences immobilières et les associations professionnelles à suivre une formation de lutte contre les discriminations » tous les trois ans.

Enfin, [Julien Denormandie](#) prône la suppression du mot « race

» du préambule de la Constitution, qui stipule que « tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés »... [[mot "race" déjà supprimé à unanimité par l'Assemblée en juillet 2018 – NDA](#)]

<https://www.20minutes.fr/societe/2799283-20200614-discrimination-emploi-julien-denormandie-annonce-nouveaux-testings>

Sibeth Ndiaye : « Nous payons aujourd'hui l'effacement de l'universalisme républicain »

Quand je suis arrivée en France, en 1996, j'avais 16 ans. Sénégalaise issue d'une famille très engagée dans la lutte pour les indépendances, j'avais été élevée dans un rapport intransigeant avec la France, mais aussi dans la passion de sa langue.

C'est en arrivant en France que j'ai pris conscience de ce que cela représentait d'être noire. Je fis l'expérience du racisme ordinaire. Ou, plus exactement, des racistes ordinaires...

J'arrivais dans un pays où la gauche avait depuis longtemps enfourché le cheval de bataille de l'antiracisme, où la droite de Jacques Chirac refusait catégoriquement de s'allier au Front national.

Dans cette France-là, face à un Jean-Marie Le Pen présent au second tour de l'élection présidentielle, aussitôt un bloc s'est formé contre ce parti qui jouait sur la peur de l'autre...

Un combat qui s'est effrité

[...]

Ce combat civil à la française, je l'ai vu peu à peu s'effriter. A droite, la question de la discrimination et de ses effets corrosifs sur la société a été supplantée par la question de l'islam...

(article payant)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/06/13/sibeth-ndiaye-nous-payons-aujourd-hui-l-effacement-de-l-universalisme-republicain_6042708_3232.html



Photo : AFP